



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1994/31  
8 juillet 1994

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Sous-Commission de la lutte contre  
les mesures discriminatoires et  
de la protection des minorités  
Quarante-sixième session  
Point 15 de l'ordre du jour provisoire

DISCRIMINATION A L'ENCONTRE DES POPULATIONS AUTOCHTONES

Protection du patrimoine des peuples autochtones

Rapport préliminaire du Rapporteur spécial, Mme Erica-Irene Daes,  
présenté conformément à la résolution 1993/44 de la Sous-Commission  
et à la décision 1994/105 de la Commission des droits de l'homme

Introduction

1. Conformément à la décision 1992/256 du Conseil économique et social du 20 juillet 1992, le Rapporteur spécial a établi une étude sur la protection de la propriété intellectuelle et des biens culturels des peuples autochtones (E/CN.4/Sub.2/1993/28), compte tenu des informations qui ont été mises à sa disposition par les peuples autochtones et des normes internationales pertinentes. Les peuples autochtones ont présenté leurs observations sur cette étude au cours de la onzième session du Groupe de travail sur les populations autochtones (voir E/CN.4/Sub.2/1993/29, par. 163 à 176). A la lumière de ces observations, le Groupe de travail a recommandé la poursuite des travaux.

2. Dans sa résolution 1993/44 du 26 août 1993, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a fait siennes les conclusions et recommandations figurant dans l'étude du Rapporteur spécial et l'a priée d'élargir la portée de son étude en vue d'élaborer des projets de principes et de directives pour la protection du patrimoine des peuples autochtones et de présenter, à sa quarante-sixième session, un rapport préliminaire énonçant ces principes et ces directives. La Commission des droits de l'homme a approuvé le mandat d'une étude élargie dans sa décision 1994/105, du 4 mars 1994.

3. Le Rapporteur spécial souhaite vivement remercier toutes les organisations des peuples autochtones et les gouvernements qui ont à ce jour contribué à son étude.

#### Discussion

4. Dans la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a souligné le "rôle vital" que peuvent jouer les peuples autochtones dans la réalisation d'un développement durable "du fait de leurs connaissances du milieu et de leurs pratiques traditionnelles" (A/CONF.151/26(Vol.I), Annexe I, Principe 22). La Conférence a aussi invité les gouvernements et les organisations gouvernementales "en étroite coopération avec les populations autochtones" à prendre des mesures en vue de la reconnaissance des formes traditionnelles de connaissances et de renforcer les capacités des communautés autochtones sur la base de l'adaptation et de l'échange des connaissances traditionnelles (A/CONF.151/26(Vol.III), par. 26.3). De l'avis du Rapporteur spécial, ces conclusions et recommandations ne s'appliquent pas seulement aux connaissances autochtones d'ordre simplement biologique, botanique ou écologique mais, étant donné les rapports spéciaux qu'entretiennent les peuples autochtones avec leur terroir, à tous les aspects du patrimoine des peuples autochtones.

5. Mme Daes a été particulièrement attentive au principe selon lequel "tout peuple a le droit et le devoir de développer sa culture" adopté par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à l'article premier de la Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale (4 novembre 1966). Le rôle pivot des formes traditionnelles de transmission et d'éducation culturelles a été souligné dans les directives énoncées à l'annexe au présent rapport, en partant de la conviction que c'est là le meilleur moyen de faire en sorte que les peuples autochtones maîtrisent le développement de leur propre patrimoine ainsi que son interprétation et son utilisation par d'autres.

6. Dans l'élaboration des principes et directives contenus dans l'annexe au présent rapport, le Rapporteur spécial s'est largement inspirée de la Déclaration adoptée à Kari-Oca par la Conférence mondiale des peuples autochtones sur le territoire, l'environnement et le développement (Kari-Oca, Brésil, 15-30 mai 1992), et de la Déclaration de Mataatua de la première Conférence internationale sur les droits de propriété culturelle et intellectuelle des peuples autochtones. Leurs propres conceptions de la nature de leur patrimoine et leurs propres notions quant à la manière d'en assurer la protection sont au centre du "nouveau partenariat" que les peuples autochtones ont symbolisé par l'Année internationale des populations autochtones, en 1993.

7. Le Rapporteur spécial souhaite souligner le fait, souligné dans la Déclaration de Mataatua, que les peuples autochtones ont à maintes reprises exprimé leur volonté de partager leurs utiles connaissances avec toute l'humanité, à la condition que leurs droits fondamentaux de définir et de maîtriser leurs connaissances soient protégés par la communauté internationale. Une plus grande protection de la maîtrise des peuples

autochtones sur leur propre patrimoine ne saurait, de l'avis du Rapporteur spécial, amoindrir le partage de leurs connaissances culturelles traditionnelles, de leurs arts et de leurs sciences avec d'autres peuples. Bien au contraire, la volonté des peuples autochtones de partager, d'enseigner et d'interpréter leur patrimoine ne fera qu'augmenter.

8. En élaborant les principes et directives, le Rapporteur spécial a jugé utile de garder à l'esprit le fait que le patrimoine d'un peuple autochtone n'est pas simplement une accumulation d'objets, d'histoires ou de cérémonies, mais un système complet de connaissances avec ses propres concepts épistémologiques, philosophiques et sa propre valeur scientifique et logique. Les divers éléments du patrimoine d'un peuple autochtone ne peuvent être pleinement appris ou compris que par le biais des méthodes pédagogiques traditionnelles de ces peuples eux-mêmes, y compris l'apprentissage, les cérémonies et les pratiques. Le simple enregistrement de mots ou d'images ne peut capturer l'ensemble du contexte ou la signification des chansons, des rituels, des arts ou des connaissances scientifiques et médicales. Cela fait ressortir aussi le rôle pivot des propres langues des peuples autochtones, grâce auxquelles le patrimoine de chaque peuple a été traditionnellement conservé et transmis de génération en génération.

9. Le Rapporteur spécial estime aussi qu'il est fondamental de reconnaître et de raviver le rôle central et indispensable de la terre en tant que salle de classe où le patrimoine de chaque peuple autochtone a été traditionnellement enseigné. Le patrimoine est appris pendant toute une vie d'expériences personnelles, à travers le territoire et par la conduite de cérémonies. Il faut donc que la plus grande partie, voire la totalité, du territoire traditionnel d'un peuple autochtone reste accessible à ce peuple, et sous son contrôle, afin qu'il continue à pleinement enseigner, développer et renouveler ses systèmes de connaissances au moyen de ses propres voies de transmission culturelle. En vérité, les cérémonies et les oeuvres artistiques traditionnelles sont considérées comme des moyens de renouveler les relations humaines avec la terre, voire comme des "contrats" avec le territoire, de telle sorte qu'elles ne peuvent jamais être géographiquement séparées et utilisées ailleurs sans complètement perdre leur signification.

10. Cette relation spéciale ne s'établit pas uniquement avec la matérialité terrestre, elle est conçue comme une parenté directe et personnelle avec chacune des espèces animales et végétales qui coexistent sur un même territoire. Les connaissances biologiques, zoologiques et botaniques ne consistent pas simplement à connaître le nom, les habitudes et les utilisations des espèces, mais aussi à entretenir soigneusement et à renouveler périodiquement d'anciennes relations sociales et cérémonielles avec chaque espèce. Un autochtone ne se contente pas de récolter des plantes médicinales, par exemple, mais il leur rend visite, il prie avec elles et, au moyen des cérémonies, les aide. C'est pour cela que les peuples autochtones ne croient pas que leur connaissance de l'écologie, de l'utilisation des plantes et des animaux, leurs rituels ou leur médecine puissent être jamais complètement aliénés. Comme les relations familiales humaines, ces formes de connaissance sont permanentes et collectives. Elles peuvent être partagées mais dans des circonstances appropriées avec des personnes convenablement initiées.

### Recommandations

11. Le Rapporteur spécial recommande que la Sous-Commission décide de prier le Secrétaire général de soumettre les principes et directives qui sont joints aux organisations des peuples autochtones, aux gouvernements, aux institutions spécialisées et aux organisations non gouvernementales en sollicitant leurs observations. Sur la base de ces observations, et de celles des membres de la Sous-Commission, le Rapporteur spécial devrait être chargé de présenter son rapport final à la Sous-Commission à sa quarante-septième session, en 1995, en vue de l'examen et de l'adoption de ces principes et directives, en tant que première étape formelle engageant les Nations Unies à se consacrer à la protection du patrimoine des peuples autochtones. Avec l'appui des peuples autochtones, ces principes et directives pourraient être transmis à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire de la Commission des droits de l'homme et du Conseil économique et social, pour adoption.

12. Dans le contexte de l'élaboration du programme d'activités pour la Décennie internationale des populations autochtones, proclamée par l'Assemblée générale dans sa résolution 48/163 du 21 décembre 1993, le Rapporteur spécial préconise la tenue d'une série d'ateliers avec la participation de spécialistes de l'enseignement et de la recherche ainsi que des représentants de peuples autochtones, comme l'a recommandé le Groupe de travail sur les populations autochtones (E/CN.4/Sub.2/1993/29, par. 225) et elle-même dans sa propre étude (E/CN.4/Sub.2/1993/28, par. 181). De tels ateliers pourraient avoir pour objectifs d'accroître la prise de conscience et le respect du patrimoine des peuples autochtones parmi les chercheurs, les érudits, les législateurs, les représentants des gouvernements, du monde des affaires et de l'industrie, et les éducateurs, et de promouvoir des législations nationales modèles.

AnnexePRINCIPES ET DIRECTIVES POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE  
DES PEUPLES AUTOCHTONES

## PRINCIPES

1. La protection effective du patrimoine des peuples autochtones profitera à long terme à l'humanité tout entière. La diversité culturelle contribue à l'adaptabilité et à la créativité de l'espèce humaine dans son ensemble.
2. Pour être effective, la protection du patrimoine des peuples autochtones devrait être largement fondée sur le principe de l'autodétermination, qui comporte le droit et le devoir des peuples autochtones de développer leurs propres cultures et systèmes de connaissances.
3. Les peuples autochtones devraient être reconnus comme les principaux gardiens et interprètes de leurs cultures, de leurs arts et de leurs sciences, créés dans le passé ou développés à l'avenir.
4. La reconnaissance internationale et le respect des coutumes, règles et pratiques des peuples autochtones pour la transmission de leur patrimoine aux générations futures, et leur partage avec d'autres, sont essentiels à la jouissance par ces peuples des droits de l'homme et à leur dignité.
5. La propriété et la conservation par les peuples autochtones de leur patrimoine doivent rester collectives, permanentes et inaliénables, comme le prescrivent les coutumes, les règles et les pratiques de chaque peuple.
6. La découverte, l'utilisation et l'enseignement des connaissances des peuples autochtones, de leurs arts et de leurs cultures sont inextricablement liés aux terres et territoires traditionnels de chaque peuple. La maîtrise des territoires et ressources traditionnels est essentielle à la transmission ininterrompue du patrimoine des peuples autochtones aux générations futures, ainsi qu'à sa pleine protection.
7. Pour protéger leur héritage, les peuples autochtones doivent contrôler leurs propres moyens de transmission culturelle et d'éducation. Cela comprend leur droit de continuer à utiliser et, en tant que de besoin, à restaurer leurs propres langues et orthographes.
8. Pour protéger leur héritage, les peuples autochtones doivent aussi exercer un contrôle sur toutes les recherches menées sur leur territoire ou qui ont leur peuple comme sujet d'étude.
9. Le consentement en toute liberté et en toute connaissance de cause des propriétaires traditionnels est un préalable essentiel à tout accord en vue de l'enregistrement, de l'étude, de l'utilisation ou de l'exposition du patrimoine des peuples autochtones.

10. Tout accord conclu pour l'enregistrement, l'étude, l'utilisation ou l'exposition du patrimoine des peuples autochtones doit être révocable et doit garantir aux peuples concernés qu'ils continueront d'être les premiers bénéficiaires de toute application commerciale.

#### DIRECTIVES

##### Définitions

11. Le patrimoine des peuples autochtones se compose de tous les objets, sites et connaissances dont la nature ou l'utilisation a été transmise de génération en génération et qui sont considérés comme appartenant à un peuple, à un clan ou à un territoire particulier. Le patrimoine d'un peuple autochtone comprend aussi les objets, les connaissances et les oeuvres littéraires ou artistiques susceptibles d'être créés à l'avenir à partir de son patrimoine.

12. Le patrimoine des peuples autochtones comprend tous les biens culturels meubles tels que définis par les conventions pertinentes de l'UNESCO; toutes les formes d'oeuvres littéraires et artistiques dans les domaines de la musique, de la danse, des chants, des cérémonies, ainsi que des symboles et graphismes, des narrations et de la poésie; toutes les formes de connaissances scientifiques, agricoles, techniques et écologiques, y compris les cultigènes, les médicaments, les phénotypes et les génotypes de la flore et de la faune; les restes humains; les biens culturels immeubles dont les sites sacrés, les sites d'importance historique et les lieux de sépulture; les enregistrements issus du patrimoine des peuples autochtones sous forme de films, de photographies, de vidéocassettes ou d'audiocassettes.

13. Chaque élément du patrimoine des peuples autochtones a des propriétaires traditionnels : soit l'ensemble du peuple, soit une famille ou un clan donné, soit une association ou une société, soit des individus spécialement formés ou initiés pour en être les gardiens. Les propriétaires traditionnels du patrimoine doivent être déterminés conformément aux coutumes, lois et pratiques des peuples autochtones.

##### Transmission du patrimoine

14. Le patrimoine des peuples autochtones ne devrait être transmis que par les moyens traditionnellement employés par ses propriétaires traditionnels pour l'enseignement des connaissances spécifiques concernées. Les règles et pratiques propres à chaque peuple autochtone pour la transmission de son patrimoine et le partage de son utilisation doivent être généralement reconnues dans le système juridique national.

15. En cas de différend au sujet de la garde ou de l'utilisation d'un élément quelconque du patrimoine d'un peuple autochtone, les organes judiciaires et administratifs devraient se fonder sur les avis des anciens reconnus par la communauté ou le peuple autochtones concerné comme ayant une connaissance précise des lois traditionnelles.

16. Les gouvernements, les organisations internationales et les institutions privées devraient favoriser la création de centres d'éducation, de recherche

et de formation placés sous la tutelle des communautés autochtones et renforcer la capacité de ces communautés à documenter, protéger, transmettre et appliquer tous les aspects de leur patrimoine.

17. Les gouvernements, les organisations internationales et les institutions privées devraient favoriser la création de réseaux régionaux et mondiaux d'échanges d'informations et de données d'expérience entre les peuples autochtones dans les domaines de la science, de la culture, de l'éducation et des arts. Dans la mesure où cela est faisable et approprié, des réseaux électroniques pourraient être envisagés.

18. Les gouvernements, avec une coopération internationale, devraient prendre les mesures nécessaires pour assurer des ressources financières et un appui institutionnel pour faire en sorte que chaque enfant autochtone ait la possibilité de parler couramment sa propre langue traditionnelle et de savoir aussi la lire et l'écrire.

#### Récupération et restitution du patrimoine

19. Les gouvernements, avec l'assistance d'organisations internationales, devraient aider les peuples et communautés autochtones à recouvrer le contrôle et la possession de leurs biens culturels meubles et autres éléments de patrimoine.

20. En coopération avec les peuples autochtones, l'UNESCO devrait établir un programme de médiation pour la récupération à la demande des propriétaires traditionnels des biens culturels meubles se trouvant à l'étranger.

21. Les restes humains et les objets funéraires doivent être rendus aux descendants et à leurs territoires d'une manière culturellement appropriée, déterminée par les peuples autochtones concernés. Des documents ne pourront être conservés, exposés ou autrement utilisés que dans les formes et selon la manière convenues avec les peuples concernés.

22. Les biens culturels meubles doivent être rendus dans la mesure du possible à leurs propriétaires traditionnels, surtout s'ils ont une valeur culturelle, religieuse ou historique importante à leurs yeux. Un bien culturel meuble ne devrait être conservé par des universités, des musées, des institutions privées ou des particuliers que dans le cadre d'un accord en bonne et due forme avec les propriétaires traditionnels portant sur le partage de la garde et de l'interprétation du bien.

23. En aucune circonstance des objets ou autres éléments du patrimoine d'un peuple autochtone ne pourront être publiquement exposés si ce n'est de la manière jugée appropriée par le peuple concerné.

24. Lorsqu'il s'agit d'objets ou d'autres éléments de patrimoine qui ont été enlevés ou enregistrés dans le passé, et dont les propriétaires traditionnels ne peuvent plus être identifiés avec précision, les propriétaires traditionnels seront présumés être le peuple tout entier se trouvant sur le territoire où ces objets ont été enlevés ou les enregistrements effectués, ou les descendants directs de ce peuple.

#### Législations et programmes nationaux

25. Les législations nationales devraient garantir aux peuples autochtones la possibilité d'actions judiciaires ou administratives promptes, effectives et à leur portée, pour empêcher, pénaliser ou obtenir la pleine restitution ou des dédommagements en cas d'acquisition, de documentation ou d'utilisation de leur patrimoine sans autorisation en bonne et due forme de leurs propriétaires traditionnels.

26. Les législations nationales devraient interdire à toute personne ou société d'obtenir des brevets, des droits d'auteur ou une autre protection juridique pour un élément quelconque du patrimoine des peuples autochtones sans preuve documentaire du consentement libre et en toute connaissance de cause des propriétaires traditionnels à un arrangement de partage de propriété, de contrôle et de profits.

27. Les législations nationales devraient garantir la dénomination et l'attribution correcte des oeuvres artistiques, littéraires ou culturelles des peuples autochtones chaque fois qu'elles sont publiquement exposées ou vendues. L'attribution devrait prendre la forme d'une marque déposée ou d'une appellation d'origine autorisée par les peuples ou les communautés concernés.

28. Les législations nationales destinées à protéger le patrimoine des peuples autochtones devraient être adoptées à l'issue de consultations avec les peuples concernés, notamment les propriétaires traditionnels et les personnes chargées de transmettre les connaissances religieuses, sacrées et spirituelles, et avec l'accord des peuples concernés.

29. Les législations nationales devraient garantir l'utilisation des langues traditionnelles dans l'enseignement, les arts et les moyens de communication de masse et, dans la mesure du possible, favoriser leur promotion et leur renforcement.

30. Les gouvernements devraient fournir aux communautés autochtones un appui financier et institutionnel pour le contrôle de l'enseignement local, par le biais de programmes gérés par la collectivité et faisant appel à la pédagogie et aux langues traditionnelles.

31. Les gouvernements devraient immédiatement prendre des mesures, en coopération avec les peuples autochtones concernés, pour recenser les sites sacrés et cérémoniels, dont les lieux de sépulture, et les protéger contre les incursions ou les utilisations non autorisées.

#### Institutions de recherche et d'études

32. Toutes les institutions de recherche et d'études devraient prendre immédiatement des mesures pour fournir aux peuples et communautés autochtones des inventaires exhaustifs de leur patrimoine culturel et toute la documentation dont elles disposent sur le patrimoine des peuples autochtones.



33. Les institutions de recherche et d'études devraient rendre aux propriétaires traditionnels qui en font la demande tous les éléments du patrimoine des peuples autochtones ou obtenir leur accord formel pour la conservation, l'utilisation ou l'interprétation de leur patrimoine.

34. Les institutions de recherche et d'études devraient refuser toute offre de donation ou de vente d'éléments du patrimoine de peuples autochtones, sauf si elles ont d'abord pris contact avec les peuples ou communautés directement concernés et se sont assurées de l'accord des propriétaires traditionnels.

35. Les institutions de recherche et d'études doivent s'abstenir d'entreprendre des études sur des espèces qui ne sont pas encore répertoriées, sur des variétés de plantes cultivées, sur des animaux ou des microbes ou sur des éléments de la pharmacopée naturelle sans d'abord obtenir la preuve documentaire que les spécimens ont été acquis avec le consentement des propriétaires traditionnels, s'ils existent.

36. Les chercheurs ne doivent pas publier des informations obtenues auprès de peuples autochtones ou résultant de recherches menées sur la flore, la faune, des microbes ou des matériaux découverts avec l'aide des peuples autochtones, sans avoir identifié leurs propriétaires traditionnels et obtenu leur accord.

37. Les chercheurs devraient accepter un moratoire immédiat en ce qui concerne le projet portant sur la diversité des génomes humains. Toute recherche sur les génotypes spécifiques des peuples autochtones devrait être suspendue aussi longtemps qu'un accord général et public, qui donne satisfaction aux organes de défense des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, n'aura pas été conclu en la matière avec les peuples autochtones.

38. Les institutions de recherche et d'études devraient activement s'employer à favoriser l'accès des peuples autochtones à toutes les formes de formation médicale, scientifique et technique ainsi que leur participation à toutes les activités de recherche qui les concernent ou qui sont menées dans leur intérêt.

39. Les associations professionnelles de savants, d'ingénieurs ou de chercheurs, en collaboration avec les peuples autochtones, devraient parrainer des séminaires et diffuser des publications prônant des règles éthiques conformes aux présentes directives et rappelant à l'ordre leurs membres qui ne les respectent pas.

#### Commerce et industrie

40. Lorsqu'ils traitent avec les peuples autochtones, les milieux des affaires et de l'industrie devraient s'aligner sur les directives respectées par les institutions de recherche et d'études.

41. Les milieux des affaires et de l'industrie devraient convenir d'un moratoire immédiat pour ce qui est des contrats avec les peuples autochtones destinés à obtenir des droits de découverte, de classification ou d'utilisation d'espèces non encore répertoriées ou de variétés de plantes

cultivées, d'animaux ou de microbes, ou d'éléments de pharmacopée naturelle. Aucun nouveau contrat ne devrait être négocié aussi longtemps que les peuples et communautés autochtones ne seront pas eux-mêmes capables de maîtriser le processus de recherche et d'y collaborer.

42. Les milieux des affaires et de l'industrie devraient s'abstenir d'encourager des particuliers à prétendre à des droits traditionnels de propriété ou de chefferie au sein d'une communauté autochtone, en violation des liens tribaux et des lois des peuples autochtones concernés.

43. Les milieux des affaires et de l'industrie devraient s'abstenir de recruter les services de savants ou de chercheurs, pour acquérir ou enregistrer des connaissances traditionnelles ou autres éléments du patrimoine des peuples autochtones, en violation des présentes directives.

44. Les milieux des affaires et de l'industrie devraient contribuer financièrement et d'autres manières à la mise en place d'institutions d'enseignement et de recherche contrôlées par les peuples et les communautés autochtones.

45. Toutes les formes de tourisme exploitant le patrimoine des peuples autochtones doivent être limitées aux activités qui ont reçu l'approbation des peuples et des communautés concernés et qui s'effectuent sous leur surveillance et leur contrôle.

#### Artistes, interprètes, exécutants et écrivains

46. Les artistes, interprètes, exécutants et écrivains devraient s'abstenir d'incorporer à leurs oeuvres des éléments inspirés du patrimoine autochtone sans le consentement, en toute connaissance de cause, des propriétaires traditionnels.

47. Les artistes, interprètes, exécutants et écrivains devraient soutenir le plein développement artistique et culturel des peuples autochtones et encourager des appuis publics pour favoriser le développement et une plus grande reconnaissance des artistes, interprètes, exécutants et écrivains autochtones.

48. Les artistes, interprètes, exécutants et écrivains devraient contribuer, par le biais de leurs propres activités et de leurs organisations professionnelles, à une plus grande compréhension et à un plus grand respect du patrimoine autochtone de leur propre pays.

#### Information publique et éducation

49. Les moyens de communication de masse devraient dans tous les pays s'employer à promouvoir la compréhension et le respect du patrimoine des peuples autochtones au moyen, en particulier, d'émissions spéciales et de programmes publics élaborés en collaboration avec les peuples autochtones.

50. Les journalistes devraient respecter l'intimité des peuples autochtones, notamment leurs activités religieuses, culturelles et cérémonielles traditionnelles, et s'abstenir d'exploiter le patrimoine des peuples autochtones ou de chercher à faire sensation à leurs dépens.

51. Les journalistes devraient activement aider les peuples autochtones à dénoncer les activités, publiques ou privées, qui détruisent ou dégradent leur patrimoine.

52. Les éducateurs devraient faire en sorte que les programmes et manuels scolaires enseignent la compréhension et le respect du patrimoine et de l'histoire des peuples autochtones et reconnaissent leur contribution à la créativité et à la diversité culturelle de l'ensemble de leur pays.

#### Organisations internationales

53. Le Secrétaire général de l'ONU devrait publier un rapport annuel, établi sur la base d'informations émanant de toutes les sources disponibles, et en particulier de renseignements obtenus de l'UNESCO, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et des communautés autochtones, sur les problèmes que pose la protection du patrimoine des peuples autochtones dans tous les pays et sur les solutions apportées.

54. Le Secrétaire général devrait aussi préparer une note, en coopération avec des organisations des peuples autochtones, sur les progrès réalisés et sur les problèmes à surmonter en matière de protection du patrimoine des peuples autochtones à l'intention de la Conférence mondiale pour le développement social, qui se tiendra en 1995.

55. En coopération avec les peuples autochtones, l'OMPI devrait porter ces principes et directives à l'attention des Etats membres de toutes les associations pour la propriété intellectuelle et industrielle qui en relèvent en vue de promouvoir le renforcement des législations nationales et des conventions internationales dans ce domaine.

56. Les peuples autochtones et leurs organisations représentatives devraient avoir directement accès à toutes les négociations les concernant menées sous l'égide de l'OMPI et de l'Organisation mondiale du commerce, pour faire connaître leurs points de vue sur les mesures susceptibles d'améliorer la protection de leur patrimoine au moyen du droit international.

57. En collaboration avec les peuples autochtones, l'UNESCO devrait établir une liste des sites sacrés et cérémoniels qui exigent des mesures spéciales de protection et de conservation et assurer une assistance financière et technique aux peuples autochtones, à cette fin.

58. En collaboration avec les peuples autochtones, l'UNESCO devrait aussi établir un fonds d'affectation spéciale ayant pour mandat de recueillir, à l'échelle mondiale, les indemnités versées pour l'utilisation, sans leur consentement ou de manière inappropriée, du patrimoine des peuples autochtones, et aider les peuples autochtones à renforcer leur capacité institutionnelle pour protéger leur propre patrimoine.

59. Les organes opérationnels de l'ONU, ainsi que les institutions internationales de financement et les programmes régionaux et bilatéraux d'assistance au développement, devraient donner la priorité à l'octroi d'un appui financier et technique aux communautés autochtones pour qu'elles développent des capacités et des échanges d'expérience pour contrôler la recherche et l'éducation au niveau local.

-----